

# Pas de ça chez nous, Lisette !

Autor(en): **Ricci Lempen, Silvia**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **80 (1992)**

Heft 5

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-279987>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



# Pas de ça chez nous, Lisette!

*Voyage au pays des Suissesses qui ont peur des étrangers, du monde, de l'avenir.*

**D**es femmes d'extrême droite, il en existe aussi en Suisse. La presse reparlait récemment de Mariette Paschoud, cette ex-enseignante lausannoise adepte des thèses révisionnistes, qui consistent notamment à mettre en doute l'existence des chambres à gaz. C'est un cas pour le moins particulier. En revanche, une politicienne comme Lonny Flückiger, vice-présidente des Démocrates suisses, ex-Action nationale (voir l'interview de Simone Forster en p. 17 incarne des idées dans lesquelles un certain nombre de femmes se reconnaissent.

Le rapport sur l'extrémisme en Suisse que le Conseil fédéral a publié au mois de mars (voir encadré) s'en tient à une définition restrictive de l'extrémisme, et ne prend en compte que les «orientations politiques rejetant les valeurs de la démocratie libérale et l'Etat de droit», avec une attention particulière pour les orientations de type violent. Le rôle des femmes dans les organisations correspondant à cette définition n'y est pas mentionné.

## Femmes à l'écart

Nous avons tenté d'en savoir un peu plus auprès du Département de justice et police, où on nous a confirmé qu'aucune femme n'est directement impliquée dans les actions des mouvements violents comme celui des «skin-heads». Dans ces mouvements, la répartition traditionnelle des rôles reste de rigueur, les hommes détiennent tout le pouvoir, qu'il s'agisse de «réflexion» ou d'«action», les femmes sont tenues à l'écart, et il n'existe aucun cas de femme devant comparaître devant un juge à

cause de sa participation à des actes de violence extrémistes. N'hésitons pas à dire: tant mieux!

Mais qu'en est-il de la participation des femmes à d'autres formes d'extrémisme, à savoir l'extrémisme confessionnel de type intégriste, et l'extrémisme des partis xénophobes qui participent au jeu de la démocratie?

Dans les milieux intégristes valaisans proches de Mgr Lefebvre puis de ses successeurs, on ne trouve aucune femme en vue, même si des religieuses, venant en majorité de l'extérieur du canton ou de

l'étranger, accourent aux manifestations d'Ecône. Quant au mouvement Oui à la vie, où l'on retrouve un peu la même clientèle que chez les intégristes, il a aussi toujours été dirigé par des hommes. Les femmes y sont longtemps venues en grand nombre, mais dans un esprit de soumission, soumission notamment de leur vie intime aux lois de l'Eglise. Il se peut que certaines aient utilisé à fond ce créneau pour échapper aux dures lois sacrificielles quotidiennes imposées par le mari tout-puissant à domicile...

A la fin de l'année 1984, Jean-Marie Le

Pen présentait une conférence à Sion à l'invitation du Renouveau rhodanien, un groupe assez informel dont le seul membre connu officiellement était René Berthoud, alias Rembarre, journaliste d'extrême droite proche du *Nouvelliste* et actuellement rédacteur en chef de la *Gazette de Martigny*. Les photos prises à cette occasion dans la salle (où se trouvaient environ 300 à 400 personnes) montrent que très peu de femmes figuraient parmi les auditeurs: il s'agissait essentiellement de quelques épouses soumises venues compléter les rangs, et de quelques curieuses.

## «Le Pen dit des choses justes!»

Et pourtant, il y avait bel et bien des femmes aux dernières élections fédérales sur les listes des Démocrates suisses, ex-Action nationale, un parti sans aucun doute parent du Front national: sa vice-présidente vaudoise, Françoise Ray, affirme que «Le Pen dit à bien des égards des choses justes», même si elle estime «qu'il y a assez à faire chez nous



«Nous les femmes nous connaissons notre devoir.»



**A nos frontières, ils attendent dans les centres d'accueil et d'hébergement, ignorants de la peur confuse qu'ils suscitent, sans armes devant la violence qu'ils engendrent.** (Photo BIT)

sans avoir besoin de chercher des rapprochements avec des mouvements étrangers». A titre d'exemple: dans le canton de Vaud, la liste des Démocrates suisses comptait quatre hommes et une seule femme (Françoise Ray, justement), mais à Zurich on trouvait dix candidates pour 25 candidats, et à Berne sept candidates pour 22 candidats.

A Bâle-Campagne, le parti présentait même une liste femmes séparée, avec six candidates contre sept candidats sur la liste masculine! Aucune femme n'a évidemment été élue. Pour Françoise Ray, qui est opposée à toute mesure préférentielle, et en particulier aux quotas, les femmes ont toutes leurs chances chez les Démocrates

suisses. «Le problème, et cela dans tous les partis, c'est qu'elles ne veulent pas s'engager!» Elle-même est entrée dans la politique active en 1987, dans le but de combattre l'adhésion de la Suisse à l'ONU: «Si nous avions adhéré, nous n'aurions rien eu à dire, nous n'aurions eu qu'à payer!»

## «La gigantesque invasion»

On considère généralement que les femmes s'avouent moins volontiers xénophobes que les hommes, ou le font avec moins de virulence. Ainsi, lors d'une ré-

cente «Table ouverte» à la Télévision romande, une femme avouait éprouver une antipathie profonde pour les étrangers, mais reconnaissait néanmoins s'être occupée avec plaisir de jeunes enfants noirs en tant que mère-gardienne. Françoise Ray, elle, n'y va pas par quatre chemins, et sa voix se met à vibrer quand elle évoque «la gigantesque invasion» dont est l'objet l'Europe de la part des réfugiés:

«Nous ne sommes pas des sauvages, nous sommes des gens bien calmes, bien tranquilles. Nous ne sommes pas racistes, mais nous sommes contre les profiteurs. C'est la Croix-Rouge qui le dit: 3% des réfugiés seulement sont des vrais réfugiés. Les autres ne sont pas des vrais persécutés. Ce sont des réfugiés économiques; ils n'ont qu'à se mettre à travailler chez eux.

Savez-vous qu'un dixième de la population suisse vit au-dessous du seuil de pauvreté?

Et pendant ce temps, on donne à ces gens-là des appartements, on les installe à l'hôtel.

C'est le problème le plus grave de notre époque avec la dégradation de l'environnement, mais les deux questions sont liées: «Plus on bétonne, et plus ça fait venir des gens chez nous.» Et avec la dénatalité: «Il faut mieux protéger la maternité, mais pour les mères suisses seulement. La retraite des Suisses, ce sont les enfants suisses qui la paieront.»

Sans doute dans la même optique, Françoise Ray souhaite que le droit à l'avortement soit restreint aux cas où la santé de la mère ou de l'enfant est en danger: «Dans les autres cas, l'adoption de l'enfant non désiré par une autre famille est une bien meilleure solution.»

En revanche, il est un point sur lequel la politicienne vaudoise souhaite un traitement uniforme des Suissesses et des étrangères, c'est le maintien de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes.

Elle estime, de toute façon, que les mères de famille ne devraient travailler qu'à mi-temps, moyennant une meilleure rétribution du mari.

«Travailler à l'extérieur, pour une femme qui a une famille, ce n'est pas la libération, mais l'esclavage.»

## Des sidatoriums...

Côté mœurs: «Le préservatif ne préserve de rien du tout. On trompe les gens. Il faudrait tout simplement éviter de coucher avec n'importe qui.»

Ce qui nous amène au sida, et à un point de vue très lepéniste sur la question: «Il faut des hôpitaux spéciaux pour ces malades-là. Comme autrefois les sanatoriums...» Air connu.

**Silvia Ricci Lempen**

## Violence xénophobe en augmentation

(srl) – Plus de 90 actes de violence d'origine xénophobe se sont produits en Suisse en 1991, dont une très forte majorité consistant en attaques contre des foyers de demandeurs d'asile – soit une augmentation de plus du double par rapport à 1990: c'est l'information la plus frappante que fournit le rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme en Suisse du 16 mars dernier. Lorsqu'on sait que 12 nouvelles agressions ont été recensées en janvier et février de cette année, on peut dire que l'information n'est pas seulement frappante mais angoissante, malgré les commentaires plutôt lénifiants du rapport, selon lequel la violence extrémiste de droite resterait un phénomène marginal dans notre pays.

En point de mire, le mouvement des «skinheads», d'inspiration néo-nazie avérée, même si, selon le rapport, «leur attitude cache moins une idéologie politique que le plaisir de choquer la société et de donner libre cours à leur agressivité». La motivation xénophobe apparaît clairement dans toutes les agressions dont ils sont les auteurs.

Le rapport mentionne également les groupements de la «nouvelle droite», dont le plus connu et le plus structuré est le Front patriotique, fondé en 1988 par Marcel Strebel. Il semble qu'il puisse compter sur presque 400 membres et plusieurs milliers de sympathisants, et il a été convaincu d'un certain nombre d'attentats.

A noter que l'origine de la plupart des actes de violence perpétrés contre des requérants d'asile n'a pas été élucidée. Le rapport note que «dans la pratique il est souvent difficile de tracer nettement les limites entre démocratie et extrémisme politique». On peut regretter qu'il ne contienne pas une analyse des présupposés idéologiques, souvent élaborés par des personnes ou des groupes apparemment «démocratiques» dans leurs agissements, qui servent d'inspiration aux actes de violence.

(Collaboration: Cilette Cretton et Simone Forster)